

# Modeste réponse sur la garantie d'emploi

 [blogs.mediapart.fr/romaric-godin/blog/200421/modeste-reponse-sur-la-garantie-demploi](https://blogs.mediapart.fr/romaric-godin/blog/200421/modeste-reponse-sur-la-garantie-demploi)

- 20 avr. 2021
- Par [Romaric Godin](#)
- Blog : [Le blog de Romaric Godin](#)

Henri Sterdyniak a discuté de la garantie d'emploi dans un post récent. Je lui réponds ici sur ce qui concerne mon texte qui accompagne celui de Pavlina Tcherneva.

## Imprimer

La publication de *La Garantie d'Emploi* de Pavlina Tcherneva dans la collection « Economie politique » de la Découverte que j'ai le plaisir de codiriger avec Cédric Durand aura finalement permis de lancer – encore timidement certes- le débat sur le sujet. Certains, comme Fabien Roussel, le secrétaire général du PCF, ont caricaturé l'affaire pour l'écartier en invoquant les mannes d'une URSS devenu pour l'ancienne section française de l'internationale communiste un repoussoir. D'autres ont des critiques plus construites et plus intéressantes, comme c'est le cas de l'économiste Henri Sterdyniak [dans les colonnes du Club de Mediapart](#) sur le blog des Économistes atterrés. Ce texte fort intéressant et détaillé permet un débat de qualité, ce qui va à l'encontre des invectives teintées de panique de la direction d'un petit parti en perte de repères qui fut jadis celui des ouvriers de ce pays.

Ce dernier réserve dans sa lecture critique un chapitre à [ma postface publié dans cette édition](#). C'est bien de l'honneur, car, il faut l'admettre, Henri Sterdyniak est un des plus fins macro-économistes de France. Ce petit post n'aura vocation qu'à répondre à ce chapitre. Pour la discussion sur les aspects relevant de la garantie de l'emploi telle que l'entend Pavlina Tcherneva, une partie des post-keynésiens et les tenants de la Théorie moderne de la monnaie (TMM), je renverrai à la réponse à paraître de Dany Lang et Gilles Rotillon qui est annoncé à la fin de ce texte.

Concernant mon texte, la lecture d'Henri Sterdyniak m'amène à devoir préciser des éléments qui y sont pourtant clairement établis. D'abord, il ne s'agit pas de voir dans la garantie d'emploi un « *instrument magique qui permettrait de faire l'économie de la lutte sociale et politique contre la précarité de l'emploi* », comme il le prétend. Bien au contraire, en le présentant comme un instrument au potentiel révolutionnaire qui, comme je le précise à la fin de mon texte, ne sera pas possible sans une intensification de la lutte sociale, j'entends placer le rapport de force entre capital et travail au cœur de la transformation économique à laquelle peut aider la garantie de l'emploi.

Et d'ailleurs si je distingue cette garantie d'emploi potentiellement transformatrice de celle défendue par les Keynésiens, c'est bien précisément pour cette raison : elle peut être une simple roue de secours du capitalisme autant qu'un instrument de dépassement. La différence entre les deux se situe dans son appropriation par les travailleurs et donc dans son intégration au cœur des luttes sociales.

Il n'est pas non plus question de voir dans la garantie d'emploi un outil unique qui changerait tout. Il y a sans doute des moyens de dépassement du capitalisme plus efficace et là aussi, le débat est nécessaire. L'histoire se faisant en marchant, il se peut aussi que la mise en œuvre de cette garantie pose des problèmes nouveaux qu'une analyse abstraite ne permet pas d'envisager. Mais mon analyse est, pour l'instant, que ce mécanisme peut appuyer un processus de démarchandisation du travail qui atteint au cœur le capitalisme qui, dans sa version néolibérale, n'a plus d'autres choix que de presser toujours davantage ce travail et de le réifier toujours plus. Lutter « *contre la précarisation du travail* » de l'intérieur des entreprises est évidemment utile. Mais les salariés des entreprises en difficulté et les chômeurs ont connu ce choix cruel et simple qui leur est présenté : « la précarité ou le chômage ». Le tout, évidemment, par la loi suprême de la destruction créatrice, pour le bien de l'entreprise, de la société, du capitalisme et de la civilisation. Et tous ceux qui ont été syndicalistes dans une telle situation savent qu'alors, il ne reste que la possibilité du « moindre mal », donc de la précarité, des indemnités, des « formations ».

Refuser de s'attaquer aux sources de ce chantage à l'emploi devenu quasiment la seule politique économique et sociale, c'est l'accepter. Et c'est peut-être ici ce qui me distingue, avec tout le respect que je lui dois, du professeur Sterdyniak. Dans une démarche keynésienne respectable, il place l'entreprise au cœur des politiques économiques et lui demande de prendre « ses responsabilités » en termes d'emploi sous la pression des syndicats et de l'État. C'est une vision sociale-démocrate qui ne me semble malheureusement plus d'actualité. Aujourd'hui, la responsabilité des entreprises se situent devant ses actionnaires et ses dirigeants et vise à la maximisation du profit. Le capitalisme néolibéral a, historiquement, largement rendu caduc la collaboration entre travail et capital et sa forme paternaliste ou bienveillante. Continuer à vouloir la rétablir revient concrètement à accumuler les défaites sociales, comme on le fait depuis cinq décennies, avec les conséquences politiques que l'on peut constater.

Finalement, la divergence entre nos deux visions repose sur l'analyse actuelle du capitalisme. Ceux qui pensent que le capitalisme est indépassable historiquement parce qu'il permet une allocation satisfaisante des ressources lorsqu'il est correctement régulé seront en droit de critiquer une garantie de l'emploi qui, effectivement, perturbe le marché du travail et la fonction des entreprises. Ceux qui pensent que le capitalisme néolibéral ne peut être corrigé et qu'il est dans une fuite en avant financiarisé qui est un danger redoutable pour le monde du travail ne pourront que s'accorder dans la nécessité de donner au travailleur un moyen de briser cet emballement vers le bas.

De fait, il me faut donc retourner l'accusation classique « *d'irréalisme* » faite par Henri Sterdyniak. Ce qui me paraît irréaliste, c'est précisément l'idée que le capitalisme contemporain puisse être tenu en bride et puisse redevenir gérable par des mesures keynésiennes classiques. Ses besoins sont aujourd'hui contraires aux intérêts du monde du travail et de l'environnement. La pression pour la création de profit viendra éteindre les volontés de retour à des Trente Glorieuses qui me semblent plus l'exception que la

règle dans l'histoire capitaliste. Évidemment, je puis me tromper et Henri Sterdyniak peut avoir raison, mais, aujourd'hui, aucun argument décisif ne me semble devoir être apporté dans ce débat.

Trois points pour finir. Le premier concerne l'argument selon lequel « *ni les prestations chômage, ni les emplois publics n'ont fait disparaître le capitalisme* ». Il me semble profondément faible dans la mesure où, précisément, ces prestations chômage ne sont pas universelles et permanentes, autrement dit, elles n'assurent pas un revenu digne constant au travailleur. Elles sont, au contraire, conçues pour permettre et même favoriser le retour à l'emploi. Elles permettent de faire vivre le chômeur pendant un certain temps tout en maintenant la pression sur lui pour qu'il recherche un emploi. C'est un moyen de faire fonctionner le marché du travail. Quant à l'emploi public, il n'a pas aujourd'hui, comme auparavant, vocation à assurer le plein-emploi.

Il me semble qu'assurer un plein emploi permanent induit quelque chose de différent sur le fonctionnement du marché du travail. Un plein-emploi fonctionnant par le marché n'est jamais une assurance. La perte d'un emploi suppose toujours une prise de risque. Avec la garantie de l'emploi, ce risque est supprimé. C'est donc, contrairement à ce qu'affirme Henri Sterdyniak, un renforcement de la position du travail au sein des entreprises.

Or, et on retrouve ici le problème précédent, si on considère que le capitalisme contemporain ne peut pas se permettre ce renforcement du rapport de force en faveur du travail, tant parce que la pression financière est forte que parce que les gains de productivité sont faibles, alors, effectivement, la garantie de l'emploi mettra en danger le fonctionnement capitaliste. On ajoutera, au reste, que si la sécurité sociale n'a pas abattu le capitalisme, c'est aussi parce qu'elle n'a pas été conçue pour cela. Mais, comme le montre Bernard Friot et d'autres, c'est un instrument potentiel de transformation.

Il n'y a dans ma version aucune magie – et c'est ce qui me distingue de brillants économistes à modèle – car tout est fait par les hommes dans les conditions historiques déterminées.

L'autre point intéressant est celui des besoins. Henri Sterdyniak critique l'idée que je défends que la garantie d'emploi pourrait potentiellement permettre de définir un secteur des « communs » non marchand au détriment du secteur marchand. Les ménages ne se contenteraient point, affirme-t-il, de l'attrition de ce dernier. C'est un point important. Pour l'économiste, les besoins ne sont jamais mieux définis que par le marché des biens et services et de l'offre qui y est soumise. Ma vision est de considérer que les besoins produits par cette logique marchande sont des besoins artificiels pour reprendre le terme de Razmig Keucheyan, autrement dit créer par le système productif lui-même, mais aussi des besoins nocifs pour l'environnement.

Rien de sérieux ne sera réalisé pour la planète sans un changement radical de mode de vie et donc de définition des besoins. C'est bien pourquoi il semble essentiel de sortir d'une logique où les besoins sont créés pour répondre à la logique du capital et de construire une logique nouvelle de besoins définis démocratiquement. Évidemment, rien n'est

simple dans tout ceci, qui le nie ? Mais la garantie d'emploi permettrait, si elle est utilisée comme potentiel transformatif, de se poser pleinement cette question centrale des besoins. Penser que l'on va régler la crise sociale et environnementale en laissant le capital continuer à définir les besoins des ménages est illusoire, à mon avis.

Un dernier point qui me semble intéressant, c'est l'articulation entre emploi public et emploi garanti. Comme je le souligne dans ma préface, il me semble crucial dans un pays comme la France où l'emploi public est essentiel. Là encore, rien n'est simple, sans doute, mais l'idée est de parvenir, avec le développement du secteur des communs assuré par l'emploi garanti à un rapprochement entre les deux secteurs. L'intérêt d'un emploi garanti chargé des communs est de « désétatiser » leur gestion en organisant leur fonctionnement autour d'une cogestion à trois : les travailleurs apportent leur expérience du terrain, les politiques leur vision globale et les usagers leurs demandes. Cette gestion pourrait fort bien être élargie à la fonction publique dont les agents ne sont pas les derniers à souffrir du néo-management néolibéral de l'État. Au reste, on voit bien ici que la garantie de l'emploi n'est pas la réponse à tout. Si elle est un outil dans la main d'un État néolibéral ou technocratique, elle sera un outil non de libération, mais de répression sociale. C'est pourquoi il ne peut s'inscrire que dans une lutte politique globale qui réfléchit aussi à cette dimension.

Rien n'est donc simple, encore, mais il faut bien reconnaître que la garantie de l'emploi conçue non comme un défensif « *État employeur en dernier ressort* », mais comme un outil de transformation social et politique permet de poser les questions essentielles du moment : communs, besoins, précarité, État, marchandisation de l'homme et de la nature.

Pour finir, en dépit de nos divergences sur ce point, je voudrais remercier Henri Sterdyniak d'avoir pris le temps de discuter de mon texte avec sérieux et honnêteté. C'est une contribution essentielle et précieuse au débat qui permet de clarifier les choses et d'avancer.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.